

Alors que les combats faisaient toujours rage, l'Union soviétique a procédé en octobre 1986 au retrait de 8 000 soldats, tel que l'avait annoncé le Secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev le 28 juillet précédent. Toutefois, les dirigeants occidentaux ont qualifié cette décision de "symbolique", puisque quatre des six régiments rappelés étaient en fait des unités anti-aériennes et anti-chars (or, les Moudjahidines n'ont ni avions, ni chars), et que les Soviétiques laissaient tout de même plus de 120 000 hommes en Afghanistan.

En novembre 1986, les Nations-Unies ont fait paraître un rapport sur les violations des droits de la personne en Afghanistan, décrivant les atrocités commises par les forces soviétiques et afghanes dans ce pays, notamment les représailles contre la population civile, la torture et l'assassinat de prisonniers, le démembrement des populations et le piégeage de jouets d'enfants. Dans un geste controversé, les autorités des Nations-Unies ont supprimé dans le rapport final treize pages qui décrivaient ces atrocités. Cette censure a été expliquée par des raisons financières, et les pages en question ont été jointes à l'une des annexes du rapport publiée en anglais seulement.

Devant l'impasse persistant sur le champ de bataille, l'Union soviétique a décidé de lancer une campagne diplomatique en vue de venir à bout de ses difficultés en Afghanistan. En décembre 1986, le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev a convoqué la direction afghane à Moscou en vue d'y tenir des consultations, et le 1^{er} janvier 1987, le secrétaire général du PDPA, M. Nadjib, qui avait remplacé M. Babrak Karmal en mai 1986, annonçait l'établissement d'un cessez-le-feu à partir du 15 janvier suivant. Son annonce était assortie d'un programme de "réconciliation nationale" prévoyant notamment : la mise en place d'un gouvernement de coalition, auquel seraient associés les chefs de la résistance, mais qui serait tout de même strictement dirigé par le PDPA; l'amnistie pour les opposants au régime; le retour des réfugiés afghans dans leur foyer; la proclamation de l'Islam comme religion d'État officielle; et enfin, un accord sur le retrait des troupes soviétiques (même si aucun calendrier n'était établi). L'URSS s'est déclarée favorable à cette initiative en envoyant à Kaboul au début de janvier les deux principaux conseillers du